



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 13-16 novembre 2023

Distribution: générale

Point 6 de l'ordre du jour

Date: 9 octobre 2023

WFP/EB.2/2023/6-A/11/Add.1

Original: anglais

Rapports d'évaluation

Pour examen

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Réponse de la direction aux recommandations issues du rapport succinct de l'évaluation du plan stratégique pour le Sénégal (2019-2023)

Contexte

1. Le présent document contient la réponse de la direction aux recommandations issues du rapport succinct de l'évaluation du plan stratégique de pays (PSP) établi pour le Sénégal pour la période 2019-2023.
2. Menée entre mars 2022 et mars 2023, l'évaluation a porté sur le positionnement stratégique du PAM, la contribution de ce dernier à la réalisation des effets directs stratégiques, l'efficacité de la mise en œuvre du PSP et les facteurs qui expliquent les résultats obtenus.
3. Fondée sur une approche consultative axée sur l'utilisation, l'évaluation a permis de rendre compte de l'action menée et de favoriser l'apprentissage. Elle a également guidé l'établissement du nouveau PSP pour le Sénégal.
4. L'évaluation a donné lieu à six recommandations traitant de questions importantes pour le prochain PSP établi pour le Sénégal: deux sont d'ordre stratégique et quatre de nature opérationnelle.
5. Il est indiqué dans la présente réponse si le PAM accepte, accepte partiellement ou n'accepte pas chacune des recommandations principales et subsidiaires. Y sont précisés également les mesures prévues (ou déjà prises), les entités responsables et le délai de mise en œuvre des recommandations.

Coordonnateurs responsables:

M. P. Lucas
Directeur de pays
Afrique de l'Ouest
courriel: pierre.lucas@wfp.org

Mme M. Van der Velden
Directrice régionale par intérim
Afrique de l'Ouest
courriel: margot.vandervelden@wfp.org

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
<p>Degré de priorité: élevé Délai de mise en œuvre: décembre 2027 1. Positionnement stratégique: Continuer d'aider les institutions publiques à renforcer les capacités dont elles disposent aux niveaux central et décentralisé pour mettre en œuvre des politiques en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de la protection sociale, des interventions d'urgence et de la résilience face aux changements climatiques.</p>	Bureau de pays (bureau régional; institutions publiques compétentes)					
<p>1.1 Engager une concertation approfondie et réaliser un examen stratégique de haut niveau faisant intervenir le Gouvernement sénégalais et les partenaires techniques et financiers – notamment les institutions financières internationales, en particulier la Banque mondiale – afin de définir une stratégie commune de protection sociale et de résilience en bonne et due forme, qui peut être intégrée dans le cadre des stratégies nationales et des politiques publiques et peut faciliter leur mise en place et améliorer leur impact de manière efficace.</p> <p>Degré de priorité: élevé (Décembre 2023)</p>	Bureau de pays (bureau régional; Siège du PAM, pour les relations stratégiques avec la Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales; institutions publiques compétentes)	La recommandation est acceptée.	Relancer le dialogue avec la Banque mondiale et mener de nouvelles consultations pour mettre à jour le projet de plan d'action de 2019.	Unité du bureau de pays chargée des programmes (équipes chargées de la protection sociale et du renforcement de la résilience) et direction du bureau de pays.	Décembre 2025	En cours

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
			Dans le cadre des travaux du groupe technique sur la protection sociale [avec la participation de la Banque mondiale et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)], étudier la possibilité d'élaborer une stratégie conjointe de protection sociale adaptative, ou de contribuer à une stratégie existante, afin de soutenir l'action menée par le Gouvernement pour renforcer la résilience.	Unité du bureau de pays chargée des programmes (équipes chargées de la protection sociale et du renforcement de la résilience) et direction du bureau de pays.	Décembre 2024	En cours

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
<p>1.2 En particulier, intensifier la collaboration avec la Délégation générale à la protection sociale et à la solidarité nationale (organe public chargé de la protection sociale), s'agissant notamment du Programme national de bourses de sécurité familiale et de l'Agence nationale de la sécurité alimentaire, afin de renforcer la planification, la coordination, le suivi et le contrôle de la mise en œuvre des politiques publiques portant sur les transferts de type monétaire à l'intention des ménages vulnérables, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le développement agricole et rural et la résilience face aux changements climatiques.</p> <p>Degré de priorité: moyen (Décembre 2023)</p>	Bureau de pays (bureau régional; institutions publiques compétentes)	La recommandation est acceptée.	Intensifier la collaboration avec la Délégation générale à la protection sociale et à la solidarité nationale pour mieux prendre en compte les critères relatifs à l'insécurité alimentaire dans le ciblage des ménages inscrits au registre national unique, l'objectif étant d'étoffer et de mettre à jour la liste des ménages inscrits, comme le prévoit le Gouvernement.	Responsable de la recherche, de l'analyse et du suivi; chargé de la recherche, de l'analyse et du suivi (unités chargées des programmes, de la recherche, de l'analyse et du suivi, du renforcement de la résilience et de la nutrition)	Décembre 2029	En cours
			Établir, avec la Délégation générale à la protection sociale et à la solidarité nationale et le Secrétariat exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire, un mécanisme conjoint de ciblage et de suivi post-transfert pour limiter les erreurs d'inclusion et d'exclusion et garantir la qualité de la mise en œuvre.	Responsable de la recherche, de l'analyse et du suivi; chargé de la recherche, de l'analyse et du suivi (unités chargées des programmes, de la recherche, de l'analyse et du suivi, du renforcement de la résilience et de la nutrition)	Juin 2024	En cours

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
			Aider le Gouvernement à organiser des consultations pour tirer les enseignements des opérations menées après la période de soudure et à mettre en place des ateliers pour améliorer la qualité des activités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention face aux crises et renforcer progressivement la résilience des communautés, tous les partenaires étant placés sous la direction du Gouvernement afin d'évaluer l'efficacité des processus définis dans les plans d'interventions nationaux.	Responsable de la recherche, de l'analyse et du suivi; chargé de la recherche, de l'analyse et du suivi (unités chargées des programmes, de la recherche, de l'analyse et du suivi, du renforcement de la résilience et de la nutrition)	Septembre 2024	Non commencé

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
<p>1.3 Augmenter les ressources et intensifier les initiatives nationales de renforcement des capacités, afin de mieux préparer le transfert des responsabilités concernant la gestion de tous les programmes, en particulier ceux qui portent sur l'assistance alimentaire pour la création d'actifs fournie sous forme monétaire et sur la résilience face aux changements climatiques. Les préparatifs en vue du transfert des responsabilités devraient reposer en partie sur des approches classiques, comme les programmes de formation et les stratégies de retrait fondés sur une analyse des besoins, mais ils devraient également prévoir l'adoption d'une nouvelle approche globale du renforcement des capacités institutionnelles et des systèmes nationaux; celle-ci s'appuierait sur des processus de création et de conception menés conjointement avec les pouvoirs publics et ferait moins appel à des feuilles de route, au profit de mécanismes de remontée rapide de l'information favorisant une approche itérative.</p> <p>Degré de priorité: moyen (Décembre 2027)</p>	Bureau de pays (bureau régional; institutions publiques compétentes)	<p>La recommandation est partiellement acceptée. Cette recommandation implique que les activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs et l'action climatique figurent parmi les priorités du programme de renforcement des capacités du pays; or, la direction estime que c'est au bureau de pays et au Gouvernement de convenir quelles sont les activités prioritaires en matière de renforcement des systèmes. En outre, les programmes d'assistance alimentaire pour la création d'actifs et l'action climatique sont des programmes propres au PAM qui ne peuvent pas et ne doivent pas être transférés aux pouvoirs publics pour qu'ils en poursuivent la mise en œuvre. En revanche, le PAM peut aider le Gouvernement à mettre au point ses propres solutions pour résoudre les problèmes systémiques auxquels il fait face.</p>	<p>Mettre au point un portefeuille d'activités de renforcement des capacités du pays classées par ordre de priorité et identifier des stratégies de collaboration, des moyens de concevoir conjointement des solutions nouvelles et des circuits rapides de remontée de l'information pour chacune des activités prioritaires.</p>	<p>Responsable des programmes; direction du bureau de pays (gestionnaires d'activités relevant des unités chargées de l'alimentation scolaire, de la nutrition, du renforcement de la résilience, de la recherche, de l'analyse et du suivi, des transferts de type monétaire et des partenariats)</p>	Janvier 2025	En cours
			<p>Encourager les partenaires à participer systématiquement à la mise en œuvre et au suivi des activités du PAM, en effectuant tous les deux mois des missions conjointes de suivi et en déléguant progressivement les responsabilités aux partenaires.</p>	<p>Responsable des programmes (unités chargées des programmes, de l'alimentation scolaire, de la nutrition, du renforcement de la résilience, de la recherche, de l'analyse et du suivi, des transferts de type monétaire et des partenariats)</p>	Décembre 2027	En cours

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
			Encourager l'inclusion des activités de renforcement des capacités du pays dans toutes les nouvelles propositions de financement en y affectant un certain pourcentage du budget et en précisant les objectifs globaux et les objectifs d'étapes de ces activités.	Responsable des programmes (unités chargées des programmes, de l'alimentation scolaire, de la nutrition, du renforcement de la résilience, de la recherche, de l'analyse et du suivi, des transferts de type monétaire et des partenariats)	Décembre 2027	En cours
			Collaborer avec les principaux partenaires gouvernementaux pour veiller à ce qu'ils prennent en main les programmes et les stratégies du PAM; mettre en place des activités de plaidoyer fondées sur des données probantes, notamment en entreprenant des études et des analyses ou en s'associant à des universités ou d'autres intervenants pour mieux présenter les atouts spécifiques du PAM et leur impact.	Direction du bureau de pays; Responsable des programmes (gestionnaires d'activités relevant des unités chargées de l'alimentation scolaire, de la nutrition, du renforcement de la résilience, de la recherche, de l'analyse et du suivi, des transferts de type monétaire et des partenariats)	Décembre 2027	En cours

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
<p>1.4 Prendre contact avec des institutions financières internationales et renforcer la capacité du PAM à engager un dialogue avec elles, afin d'améliorer le positionnement de celui-ci en matière de protection sociale, en particulier en se fondant sur des études de la saisonnalité réalisées en collaboration avec la Délégation générale à la protection sociale et à la solidarité nationale.</p> <p>Degré de priorité: élevé (Décembre 2023)</p>	<p>Bureau de pays [bureau régional; Siège du PAM, pour les relations stratégiques avec la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la Banque islamique de développement; Fonds international de développement Agricole (FIDA); Agence française de développement]</p>	<p>La recommandation est partiellement acceptée. Le positionnement du PAM prévu en matière de protection sociale n'est pas systématiquement lié à la saisonnalité, contrairement aux interventions en période de soudure; au contraire, dans le cadre du prochain PSP, le PAM s'efforcera de se poser comme un partenaire de choix capable de renforcer l'environnement de protection sociale pour lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition tout au long de l'année.</p>	<p>Renforcer les partenariats du PAM avec la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque islamique de développement et l'Agence française de développement en participant plus activement et systématiquement aux instances appropriées (par exemple les groupes de travail thématiques et les ateliers), et tirer parti des partenariats, du soutien et des contributions financières du Gouvernement à l'appui des programmes de protection sociale adaptative en faveur des petits exploitants ruraux exposés aux chocs climatiques.</p>	<p>Direction du bureau de pays; partenariats/ Responsable des programmes (équipe chargée des programmes et unité chargée du renforcement de la résilience)</p>	<p>Décembre 2024</p>	<p>En cours</p>

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
1.5 Plaider au plus haut niveau de l'État en faveur de l'attribution d'un nouveau mandat au groupe thématique sur la protection sociale. Dans le cadre de ce groupe tel que relancé, faire (de nouveau) du PAM un chef de file et un acteur de premier plan dans le renforcement de la politique gouvernementale de protection sociale. Degré de priorité: moyen (Décembre 2024)	Bureau de pays (Union européenne; Agence française de développement; Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord; UNICEF; Banque mondiale; Banque africaine de développement; Banque islamique de développement; FIDA; institutions publiques compétentes)	La recommandation est acceptée.	Plaider et fournir un appui technique et stratégique pour que le mandat du groupe technique du G-15 sur la protection sociale soit mis à jour, notamment en ce qui concerne les missions sur le terrain et les missions de haut niveau, les opérations, la composition du groupe, les responsabilités et la gestion.	Direction du bureau de pays (unités chargées des partenariats, des programmes et du renforcement de la résilience)	Décembre 2024	En cours
			Renforcer la position du PAM au sein du groupe de travail national sur la protection sociale afin de lui permettre de jouer un rôle plus dynamique, en révisant notamment son mandat pour définir clairement les attributions, les responsabilités, les objectifs et les structures de reddition de comptes du PAM.	Direction du bureau de pays (unités chargées des partenariats, des programmes et du renforcement de la résilience)	Décembre 2024	En cours

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
1.6 Renforcer le positionnement stratégique du bureau de pays en recrutant du personnel ayant le profil et les compétences nécessaires pour mener des négociations de haut niveau avec le Gouvernement et pour transposer les initiatives à plus grande échelle, s'agissant en particulier de la protection sociale, de la transition numérique, des transferts de type monétaire, de l'alimentation scolaire, de l'assurance agricole et de l'analyse économique. Degré de priorité: élevé (Décembre 2023)	Bureau de pays (bureau régional)	La recommandation est acceptée.	Achever le recrutement d'un conseiller national en matière de développement pour permettre au bureau de pays de mener des négociations de haut niveau avec le Gouvernement et de transposer les initiatives à plus grande échelle.	Chargé des ressources humaines (unité chargée des ressources humaines; direction du bureau de pays)	Décembre 2023	Achevée
			Profiter de l'opération de planification stratégique des effectifs prévue en janvier 2024 pour renforcer le personnel des unités d'importance stratégique comme celles chargées des transferts de type monétaire, de l'alimentation scolaire et de la protection sociale et veiller à ce que les postes soient pourvus rapidement.	Chargé des ressources humaines (unité chargée des ressources humaines; direction du bureau de pays; unité chargée des programmes; gestionnaires d'activités)	Juin 2024	En cours

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
Degré de priorité: moyen Délai de mise en œuvre: décembre 2027 2. Efficacité et durabilité: Améliorer la convergence entre les opérations et leur cohérence, de manière à accroître leur efficacité et à garantir la pérennité des résultats, en collaboration avec le Gouvernement, en particulier pour les programmes de protection sociale, de renforcement de la résilience et de nutrition.	Bureau de pays (bureau régional; institutions publiques compétentes)					

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
<p>2.1 Afin de réduire la dispersion géographique des activités, améliorer le ciblage des régions, des communes et des bénéficiaires dans le cadre des interventions d'assistance alimentaire et nutritionnelle bénéficiant de transferts de type monétaire à l'intention des ménages les plus vulnérables, et faciliter les interventions pluriannuelles dans les mêmes communautés afin d'optimiser leur impact et leur durabilité.</p> <p>Degré de priorité: élevé (Décembre 2024)</p>	Bureau de pays (bureau régional; institutions publiques compétentes; Banque mondiale)	<p>La recommandation est partiellement acceptée.</p> <p>Les interventions visant à sauver des vies continueront de se fonder sur les dernières données du Cadre harmonisé.</p> <p>Les interventions visant à changer la vie s'appuieront sur des analyses pluriannuelles des causes profondes de la vulnérabilité.</p>	<p>Privilégier systématiquement, lors du ciblage géographique des activités de nutrition, d'alimentation scolaire et de renforcement de la résilience, les zones où sévissent régulièrement l'insécurité alimentaire et la malnutrition chroniques, afin de contribuer à mieux intégrer ces trois activités (interdépendantes) et jeter les bases d'une stratégie de transition cohérente pour les ménages éligibles capables d'atteindre l'autosuffisance en réduisant leur dépendance à l'égard de l'assistance. Revoir le ciblage géographique pour renforcer les synergies entre les programmes et garantir une approche plus ciblée.</p>	<p>Chargé de la recherche, de l'analyse et du suivi (unités chargées des programmes, de l'alimentation scolaire, de la nutrition et du renforcement de la résilience)</p>	<p>Décembre 2025</p> <p>Décembre 2024</p>	En cours

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
<p>2.2 En suivant une approche globale fondée sur des objectifs nutritionnels, améliorer les effets des activités du PAM sur la santé et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages, ainsi que leur pérennité, en veillant à ce que tous les programmes et projets aient une dimension nutritionnelle, du stade de la conception à celui de l'évaluation, notamment en prévoyant des indicateurs nutritionnels et en réalisant des études d'impact en matière de nutrition, portant par exemple sur les transferts de type monétaire destinés aux ménages vulnérables, l'alimentation scolaire et les activités de renforcement de la résilience.</p> <p>Degré de priorité: élevé (Décembre 2024)</p>	<p>Bureau de pays [bureau régional; institutions publiques compétentes; UNICEF; Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)]</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p>	<p>Élaborer des projets à dimension nutritionnelle conjointement avec les gestionnaires des activités de nutrition et autres, en intégrant la nutrition à toutes les activités pour améliorer l'état nutritionnel des bénéficiaires.</p>	<p>Responsable de la nutrition (unités chargées des programmes, de l'alimentation scolaire et du renforcement de la résilience)</p>	<p>Janvier 2025</p>	<p>En cours</p>
			<p>Prévoir et réaliser des études portant sur les interventions nutritionnelles afin d'en dégager les meilleures pratiques et les enseignements de l'expérience.</p>	<p>Chargé de la recherche, de l'analyse et du suivi (unités chargées de la nutrition et des programmes)</p>	<p>Décembre 2029</p>	<p>Non commencé</p>
			<p>Veiller à ce que les indicateurs nutritionnels (y compris les indicateurs à dimension nutritionnelle) soient systématiquement pris en compte dans les enquêtes standards telles que celles utilisées pour le suivi post-distribution.</p>	<p>Chargé de la recherche, de l'analyse et du suivi (unités chargées de la nutrition et des programmes)</p>	<p>Décembre 2024</p>	<p>En cours</p>

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
2.3 Intensifier les efforts déployés à moyen et à long termes pour promouvoir de bonnes pratiques d'alimentation des enfants, des filles et des femmes enceintes ou allaitantes et des autres personnes vulnérables (y compris celles vivant avec le VIH) au niveau des communautés, par le biais des centres de santé, des écoles, des autres entités des Nations Unies et de la télévision, de la radio et d'autres médias. Degré de priorité: moyen (Décembre 2024)	Bureau de pays [institutions publiques compétentes; UNICEF; ONU-Femmes; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); organisations non gouvernementales]	La recommandation est acceptée.	Réviser le plan et les supports de communication pour mieux communiquer, diffuser la connaissance des pratiques alimentaires saines au sein des communautés et promouvoir un changement positif des habitudes alimentaires.	Responsable de la nutrition (unités chargées des programmes et de la communication)	Décembre 2024	En cours
			Élaborer une stratégie de communication pour les médias et veiller à mettre à jour les statistiques les plus importantes et à les communiquer régulièrement aux autres entités des Nations Unies.	Responsable de la communication, de l'action de sensibilisation et du marketing (unités chargées des programmes et de la nutrition)	Janvier 2025	En cours
			Élaborer une stratégie de communication visant à faire évoluer la société et les comportements.	Responsable de la nutrition et équipe du bureau de pays chargée de la communication, avec l'appui du Bureau régional	Janvier 2025	Non commencé

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
2.4 Aider le Gouvernement à mettre au point une approche fondée sur les systèmes alimentaires en vue d'atteindre l'objectif de développement durable 2, moyennant la promotion des cantines scolaires, un appui apporté aux producteurs pour qu'ils nourrissent la communauté et une aide visant à faciliter l'accès à des aliments sains, sûrs et nutritifs, entre autres. Degré de priorité: moyen (Décembre 2024)	Bureau de pays (institutions publiques compétentes; UNICEF; ONU-Femmes; FAO; organisations non gouvernementales)	La recommandation est acceptée.	Avec le projet de la Fondation MasterCard, lancer le projet pilote d'alimentation scolaire utilisant la production locale dans la région de Kolda et l'étendre progressivement à d'autres régions.	Responsable de l'alimentation scolaire (unités chargées du renforcement de la résilience et des programmes)	Décembre 2024	Non commencé
			Réaliser une étude de viabilité des activités d'alimentation scolaire utilisant la production locale au Sénégal et proposer différents scénarios pour ces activités en fonction de l'évolution des interventions du PAM dans le pays.	Responsable de l'alimentation scolaire (unités chargées de la recherche, de l'analyse et du suivi, du renforcement de la résilience et des programmes)	Décembre 2024	Non commencé
			Élaborer avec les autres organismes ayant leur siège à Rome une stratégie commune visant à aider les petits producteurs à réduire les pertes après récolte (en recensant les techniques à utiliser – telles que l'entreposage, le conditionnement, le séchage et la transformation – pour diminuer ces pertes).	Direction du bureau de pays; Responsable des programmes (unités chargées de la recherche, de l'analyse et du suivi, du renforcement de la résilience, des programmes, de la nutrition et de l'alimentation scolaire)	Décembre 2025	Non commencé

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
<p>2.5 Améliorer la pérennité des résultats des activités d'appui à la résilience face aux changements climatiques, en renforçant la collaboration avec tous les organes publics compétents, aux niveaux central et décentralisé, et en intensifiant leur participation à la planification, à la coordination et au suivi de la mise en œuvre.</p> <p>Degré de priorité: élevé (Décembre 2024)</p>	Bureau de pays (institutions publiques compétentes)	La recommandation est acceptée.	Établir un groupe de travail sur la résilience dirigé par le Secrétariat exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire afin de réunir au sein d'une même instance tous les partenaires techniques et financiers pour travailler sur les activités de renforcement de la résilience.	Responsable de la résilience (unité chargée des programmes)	Décembre 2025	Non commencé
			Organiser des formations pour renforcer les capacités des autorités nationales et locales en matière de changements climatiques et d'adaptation, et faciliter l'intégration d'outils de gestion des risques climatiques dans les filets de sécurité publics.	Responsable de la résilience (unité chargée des programmes)	Décembre 2029	Non commencé
			Étudier la possibilité d'établir un budget commun pour financer les programmes du Gouvernement en matière de renforcement de la résilience.	Responsable du renforcement de la résilience (unité chargée des programmes)	Décembre 2029	Non commencé

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
			Encourager l'utilisation de la méthode à trois volets dans les plans de développement communautaire.	Responsable du renforcement de la résilience (unité chargée des programmes)	Décembre 2025	Non commencé
			Promouvoir la création d'un référentiel national sur la défense et la restauration des sols et sur les infrastructures de gestion des eaux de ruissellement à l'usage des instances décentralisées et du grand public.	Responsable du renforcement de la résilience (unité chargée des programmes)	Décembre 2029	Non commencé
2.6 Rechercher systématiquement des synergies, une plus grande intégration et une complémentarité intersectorielle entre les interventions du PAM et les actions de ses partenaires. Degré de priorité: moyen (Décembre 2024)	Bureau de pays (système des Nations Unies; Gouvernement sénégalais; partenaires coopérants, secteur privé, société civile)	La recommandation est acceptée.	Participer plus activement à divers groupes thématiques pour mieux harmoniser les approches et coordonner les interventions.	Responsable des programmes (unité chargée des programmes / gestionnaires d'activités)	Décembre 2024	En cours

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
<p>Degré de priorité: moyen</p> <p>Délai de mise en œuvre: décembre 2024</p> <p>3. Efficience:</p> <p>Proposer des solutions qui permettent de réduire les délais nécessaires pour signer les accords avec les partenaires coopérants et d'accélérer les transferts monétaires par voie électronique, de manière à améliorer leur dématérialisation.</p>	Bureau de pays (bureau régional; institutions publiques compétentes; plateforme d'argent mobile)					
<p>3.1 Intensifier les activités de sensibilisation et le dialogue avec les partenaires, tels que le Secrétariat exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire, la Délégation générale à la protection sociale et à la solidarité nationale et le Conseil national de développement de la nutrition, afin de favoriser la prise en main rapide et plus poussée par ces entités de la gestion des opérations relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'obtention de résultats concernant les activités d'appui aux ménages vulnérables pendant la période de soudure.</p> <p>Degré de priorité: élevé (Décembre 2025)</p>	Bureau de pays (institutions publiques compétentes)	La recommandation est acceptée.	<p>Évaluer l'efficiace et l'efficacité de l'accord de partenariat sur le terrain passé avec les principaux partenaires.</p> <p>S'efforcer de renforcer le dialogue et les partenariats avec les acteurs nationaux afin que ceux-ci maîtrisent mieux les interventions à dimension nutritionnelle menées en période de soudure.</p>	Responsable des programmes (unité chargée des programmes; direction du bureau de pays; unité du bureau régional chargée des partenaires coopérants)	Décembre 2025 Décembre 2029	Non commencé

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
<p>3.2 Étudier des technologies nouvelles qui facilitent les opérations financières pour les entreprises, les banques et les particuliers moyennant l'élaboration de nouveaux produits numériques, et préciser les clauses des contrats passés avec les partenaires financiers habituels avant le début des opérations, afin de faciliter les transferts monétaires et de contribuer davantage aux efforts déployés par le Gouvernement et le PAM pour favoriser l'inclusion financière.</p> <p>Degré de priorité: moyen (Décembre 2024)</p>	Bureau de pays (plateforme d'argent mobile)	La recommandation est acceptée.	Utiliser les activités comportant des transferts de type monétaire comme instrument de promotion de l'inclusion financière en donnant aux bénéficiaires la possibilité d'avoir accès à des services financiers numériques et en les familiarisant avec les applications d'argent mobile.	Chargé des transferts de type monétaire (unité chargée des programmes; référent pour l'inclusion financière)	Décembre 2025	En cours
			Signer des accords de partenariat avec deux prestataires de services financiers pour offrir d'autres moyens de paiement et mieux tenir compte des préférences des bénéficiaires.	Chargé des transferts de type monétaire (unité chargée des programmes)	Août 2023	Achevée
			Donner aux bénéficiaires des informations sur les prestataires de services financiers du PAM et leur expliquer comment ouvrir un portefeuille électronique lorsque les interventions prévoient des transferts de type monétaire, afin d'éviter les erreurs et les retards de paiement et d'améliorer l'inclusion financière.	Chargé des transferts de type monétaire (unité chargée des programmes; référent pour l'inclusion financière)	Décembre 2024	En cours

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
<p>Degré de priorité: moyen</p> <p>Délai de mise en œuvre: décembre 2027</p> <p>4. Alimentation scolaire:</p> <p>Consolider et renforcer l'appui apporté au programme national d'alimentation scolaire du Gouvernement et intensifier les efforts déployés pour encourager l'approche de l'alimentation scolaire utilisant la production locale.</p>	Bureau de pays (Bureau de la Présidence de la République, Ministère des finances, Parlement et autres institutions publiques compétentes; FAO; FIDA)					
<p>4.1 Intégrer systématiquement l'alimentation scolaire utilisant la production locale lors de la révision du document de politique générale et de stratégie du programme national d'alimentation scolaire, prolongeant ainsi les travaux entrepris dans ce domaine au titre du projet de la Fondation Mastercard.</p> <p>Degré de priorité: élevé (Décembre 2023)</p>	Bureau de pays (ministères de l'éducation et de l'agriculture; FAO; FIDA)	La recommandation est partiellement acceptée. Elle sera mise en œuvre dans la mesure du possible.	Continuer de suivre cette question avec le Ministère de l'éducation et faire prendre conscience que le document de politique générale et de stratégie du programme d'alimentation scolaire doit être révisé pour inclure le modèle de l'alimentation scolaire utilisant la production locale.	Chargé de l'alimentation scolaire (unités chargées des programmes et du renforcement de la résilience)	Décembre 2025	En cours

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
4.2 Continuer de renforcer les capacités des cantines scolaires et des structures décentralisées du Ministère de l'éducation, en particulier celles ayant trait à l'organisation, en ce qui concerne la mise en œuvre d'une approche de l'alimentation scolaire utilisant la production locale, notamment ses aspects multisectoriels. Degré de priorité: élevé (Décembre 2023)	Bureau de pays (ministères de l'éducation et de l'agriculture; FAO; FIDA)	La recommandation est acceptée.	Continuer de renforcer les capacités de la division des cantines scolaires tant au niveau des services centraux que des services décentralisés en organisant régulièrement des formations pour faciliter la mise en œuvre des activités d'alimentation scolaire utilisant la production locale.	Chargé de l'alimentation scolaire (unités chargées des programmes et du renforcement de la résilience)	Décembre 2025	En cours
			Continuer de fournir des conseils au Ministère de l'éducation pour hâter l'achèvement de la base de données en ligne et organiser régulièrement dans toutes les régions des réunions de gestion avec les écoles dotées de cantines afin d'évaluer le système en continu.	Chargé de l'alimentation scolaire (unités chargées de la recherche, de l'analyse et du suivi, des programmes et du renforcement de la résilience)	Décembre 2025	En cours

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
			Utiliser des données probantes et les analyses des activités d'alimentation scolaire utilisant la production locale pour montrer les avantages que procure ce modèle. Faire participer le Gouvernement à la conception et à la mise en œuvre de cette étude et utiliser les résultats pour faire reconnaître l'intérêt de ce modèle.	Chargé de l'alimentation scolaire (unités chargées des programmes et du renforcement de la résilience)	Décembre 2025	Non commencé
4.3 Poursuivre les activités de sensibilisation auprès du Gouvernement et des partenaires – notamment auprès des institutions financières internationales – moyennant une table ronde axée sur la mobilisation des ressources, l'objectif ultime étant d'atteindre les 7 000 écoles primaires prévues au titre du programme national d'alimentation scolaire. Degré de priorité: moyen (Décembre 2024)	Bureau de pays (partenaires techniques et financiers; institutions publiques compétentes; FAO; FIDA)	La recommandation est partiellement acceptée. Sous réserve que les fonds du Gouvernement soient disponibles.	Inciter les décideurs du Ministère de l'éducation et de la division des cantines scolaires à augmenter les crédits budgétaires nationaux alloués aux activités d'alimentation scolaire, organiser des tables rondes et mettre en place d'autres instances pour promouvoir une utilisation plus efficace de ces crédits et l'instauration de mesures favorisant la transparence.	Chargé de l'alimentation scolaire (unités chargées des programmes et du renforcement de la résilience)	Juin 2024	En cours

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
			Assurer le suivi du plan d'action fondé sur l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation, en adoptant par exemple une loi sur l'alimentation scolaire et en activant le cadre de coordination. Aider le Gouvernement à concrétiser ses engagements, notamment dans le cadre de la Coalition mondiale pour les repas scolaires.	Chargé de l'alimentation scolaire (unités chargées des programmes et du renforcement de la résilience)	Avril 2026	En cours
4.4 Renforcer la dimension nutritionnelle du programme d'alimentation scolaire en utilisant les écoles comme plateforme pour entreprendre des activités visant à faire évoluer les comportements dans le domaine de la nutrition, par le biais par exemple de l'éducation nutritionnelle des enseignants et des élèves et de la mise en œuvre d'activités de communication visant à faire évoluer les comportements. Degré de priorité: moyen (Décembre 2023)	Bureau de pays (Division des cantines scolaires du Ministère de l'éducation)	La recommandation est acceptée.	Inclure la nutrition en milieu scolaire dans la stratégie de communication visant à faire évoluer la société et les comportements au Sénégal. Mettre en œuvre un projet pilote utilisant les écoles comme plateforme pour entreprendre des activités destinées à faire évoluer les comportements touchant la nutrition, notamment des activités d'éducation nutritionnelle à l'intention des enseignants, des élèves et des parents.	Chargé de l'alimentation scolaire (unités chargées de la nutrition, des programmes et du renforcement de la résilience)	Janvier 2025	En cours

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
<p>Degré de priorité: moyen</p> <p>Délai de mise en œuvre: décembre 2027</p> <p>5. Problématique femmes-hommes: En se fondant sur une analyse rigoureuse, approuver et faire connaître la stratégie du bureau de pays en matière de problématique femmes-hommes et d'autonomisation des femmes.</p>	Bureau de pays (Direction de l'équité et de l'égalité du genre; Ministère de l'agriculture, et Ministère de l'environnement et du développement durable)					
<p>5.1 Élaborer et diffuser aux partenaires une stratégie relative à la problématique femmes-hommes comportant un plan d'action conçu pour contribuer à la réalisation des objectifs du plan stratégique de pays pour 2023–2027.</p> <p>Degré de priorité: élevé (Décembre 2023)</p>	Bureau de pays (bureau régional)	La recommandation est acceptée.	Recruter un chargé de la problématique femmes-hommes et de la jeunesse	Unité chargée des ressources humaines (unités chargées des programmes et du renforcement de la résilience)	Janvier 2024	En cours
			Élaborer et valider un plan d'action pour l'égalité femmes-hommes qui soit conforme aux activités du bureau de pays et tienne compte des documents stratégiques portant sur l'équité et l'égalité des sexes, comme la Stratégie nationale pour l'égalité et l'équité de genre, et du profil du Sénégal en la matière.	Chargé de la problématique femmes-hommes (unité chargée des programmes; direction du bureau de pays; gestionnaires d'activités; bureau régional)	Décembre 2024	Non commencé

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
5.2 Élaborer des systèmes de suivi permettant de mieux évaluer, quantitativement et qualitativement, les effets des interventions du PAM dans les domaines de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Ces travaux devraient comprendre un examen des indicateurs figurant dans le recueil d'indicateurs de parité qui ont trait à l'inclusion financière (accès aux capitaux d'investissement, accès au crédit) et à l'accès aux emplois indépendants (création d'activités rémunératrices). Degré de priorité: moyen (Décembre 2027)	Unité du bureau de pays chargée de la recherche, de l'analyse et du suivi (Direction de l'équité et de l'égalité du genre; ONU-Femmes, UNICEF)	La recommandation est acceptée.	Tous les trimestres, collecter les données de l'indicateur relatif à l'inclusion financière pour mieux mesurer les effets des activités du PAM dans ce domaine.	Chargé de la recherche, de l'analyse et du suivi (unités chargées des programmes et de la problématique femmes-hommes)	Décembre 2029	Non commencé
			Réaliser une enquête sur l'impact de l'action menée par le PAM pour promouvoir l'inclusion financière et l'accès à la téléphonie mobile des femmes.	Chargé de la recherche, de l'analyse et du suivi (unités chargées des programmes et de la problématique femmes-hommes)	Décembre 2025	Non commencé

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
5.3 Contribuer à l'émancipation des filles et des femmes en renforçant les partenariats stratégiques au niveau national avec les pouvoirs publics, moyennant la signature d'un mémorandum d'accord avec la Direction de l'équité et de l'égalité du genre, et au niveau local, avec des micro- et petites entreprises dirigées par des femmes, en vue de favoriser la participation des femmes aux volets des filières alimentaires relatifs à la transformation et à la commercialisation des produits alimentaires et le développement de l'entrepreneuriat féminin en milieu rural. Degré de priorité: moyen (Décembre 2024)	Bureau de pays (Direction de l'équité et de l'égalité du genre; ONU-Femmes; UNICEF; bureaux auxiliaires du PAM, en vue d'une plus grande participation des petites entreprises dirigées par des femmes aux filières alimentaires)	La recommandation est acceptée.	Signer avec le Gouvernement un accord stratégique officialisant la collaboration entre le PAM et la Direction pour l'équité et l'égalité des genres.	Chargé de la problématique femmes-hommes (unité chargée des programmes; direction du bureau de pays; bureaux auxiliaires)	Décembre 2025	En cours
			En s'appuyant sur les études de genre, mettre au point des activités adaptées au contexte local pour promouvoir l'équité et l'égalité des sexes, notamment en sensibilisant les groupes marginalisés à la problématique femmes-hommes et en promouvant l'épargne et la transition numérique auprès des femmes rurales.	Chargé de la problématique femmes-hommes (unité chargée des programmes; direction du bureau de pays; bureaux auxiliaires)	Décembre 2025	Non commencé

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
5.4 Dès le stade de la conception des projets, prévoir systématiquement des lignes budgétaires pour les activités relatives à la problématique femmes-hommes dans les budgets d'exécution du PAM et dans les budgets des partenaires du secteur public et des partenaires coopérants. Degré de priorité: élevé (Décembre 2027)	Bureau de pays (Direction de l'équité et de l'égalité du genre; ONU-Femmes et UNICEF afin de bénéficier de leur expérience en matière de budgétisation des activités relatives à la problématique femmes-hommes)	La recommandation est acceptée.	Passer en revue les propositions financières et techniques des partenaires coopérants pour s'assurer que la problématique femmes-hommes soit prise en compte dans les plans d'action et les budgets.	Chargé de la problématique femmes-hommes (unité chargée des programmes; direction du bureau de pays)	Décembre 2029	En cours
			En coopération avec les gestionnaires d'activités, veiller à ce que des crédits budgétaires couvrant les travaux liés à la problématique femmes-hommes soient affectés à toutes les activités.	Chargé de la problématique femmes-hommes (unité chargée des programmes; direction du bureau de pays)	Décembre 2024	Non commencé
			Dispenser aux gestionnaires d'activités la formation requise pour préparer les budgets couvrant les travaux liés à la problématique femmes-hommes	Chargé de la problématique femmes-hommes (unité chargée des programmes; direction du bureau de pays)	Juin 2024	Non commencé

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
<p>5.5 Examiner systématiquement les questions transversales sensibles telles que l'égalité femmes-hommes et la protection lors du ciblage des bénéficiaires.</p> <p>Degré de priorité: moyen (Décembre 2027)</p>	Bureau de pays (bureaux auxiliaires du PAM; partenaires coopérants)	La recommandation est acceptée.	<p>Veiller à ce que la problématique femmes-hommes, l'âge et le handicap soient pris en compte dans les critères de ciblage de toutes les activités du PSP et à toutes les étapes du cycle des programmes.</p> <p>Collecter systématiquement des données ventilées par sexe et par âge.</p>	Chargé de la recherche, de l'analyse et du suivi (unités chargées des programmes et de la problématique femmes-hommes)	<p>Décembre 2025</p> <p>Décembre 2029</p>	En cours
<p>Degré de priorité: élevé</p> <p>Délai de mise en œuvre: décembre 2023</p> <p>6. Suivi et évaluation:</p> <p>Poursuivre les efforts déployés par le bureau de pays en matière de suivi, s'agissant de la collecte, de l'analyse et de la communication des données, et encourager la triangulation des sources d'information – rapports des partenaires, rapports de suivi, rapports émanant des mécanismes communautaires de remontée de l'information et rapports de suivi post-distribution.</p>	Bureaux de pays (partenaires coopérants; institutions publiques compétentes)					

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
6.1 Renforcer l'unité du bureau de pays chargée de la recherche, de l'analyse et du suivi, en recrutant au moins un membre du personnel supplémentaire et en encourageant une politique qui vise à fidéliser l'équipe du bureau de pays en place. Degré de priorité: élevé (Décembre 2023)	Bureau de pays (partenaires coopérants; institutions publiques compétentes; unité du bureau régional chargée de la recherche, de l'analyse et du suivi)	La recommandation est acceptée.	Trouver des possibilités de cofinancement avec les unités chargées du renforcement de la résilience, de l'alimentation scolaire et de la nutrition et prévoir dans le budget de 2024 deux postes supplémentaires de fonctionnaires pour l'unité chargée de la recherche, de l'analyse et du suivi.	Chargé de la recherche, de l'analyse et du suivi (unités chargées de la recherche, de l'analyse et du suivi, et des ressources humaines; direction du bureau de pays)	Juin 2024	En cours
6.2 Améliorer les outils de suivi en mettant l'accent sur des solutions dynamiques, interactives et accessibles qui facilitent la prise de décisions rapide. Degré de priorité: moyen (Décembre 2023)	Bureau de pays (partenaires coopérants; institutions publiques compétentes; unité du bureau régional chargée de la recherche, de l'analyse et du suivi)	La recommandation est acceptée.	Automatiser entièrement le système de suivi des rapports de mission des assistants au suivi sur le terrain et l'utiliser pour guider la prise de décisions.	Chargé de la recherche, de l'analyse et du suivi (unités chargées de la recherche, de l'analyse et du suivi, et des programmes)	Décembre 2024	En cours
			Mettre au point un tableau de bord interactif pour faciliter le suivi en temps réel des processus des activités, des produits et des effets directs.	Chargé de la recherche, de l'analyse et du suivi (unités chargées de la recherche, de l'analyse et du suivi, et des programmes)	Décembre 2024	En cours

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE SÉNÉGAL (2019-2023)						
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
			Mettre en place un système d'acheminement des appels afin d'améliorer le suivi des signalements reçus par l'intermédiaire du mécanisme de réclamation et de remontée de l'information.	Chargé de la recherche, de l'analyse et du suivi (unités chargées de la recherche, de l'analyse et du suivi, et des programmes)	Novembre 2024	En cours
6.3 Améliorer la communication entre la direction, les responsables des activités et l'unité chargée des programmes en accroissant la fréquence de l'établissement des rapports afin de permettre un meilleur suivi de la mise en œuvre des activités. Degré de priorité: moyen (Décembre 2027)	Bureau de pays (partenaires coopérants; institutions publiques compétentes; unité du bureau régional chargée de la recherche, de l'analyse et du suivi)	La recommandation est acceptée.	Élaborer des supports de communication de meilleure qualité et mieux ciblés sur les produits et les résultats du suivi et des analyses de la situation alimentaire, notamment des rapports trimestriels, des bulletins d'information et des campagnes d'information. Concevoir et utiliser des formats novateurs pour les réunions et les visites sur le terrain en vue d'améliorer la perception de l'action du PAM et de son impact au Sénégal.	Chargé de la communication, de l'action de sensibilisation et du marketing (unités chargées de la recherche, de l'analyse et du suivi, et des programmes)	Décembre 2024	En cours

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance